



MARCHE PUBLIC

RÉGLEMENT DE CONSULTATION

Marché 2022 / 2023

Traiteur

*Soumis aux dispositions de l'article L.2123-1.1° et R.2123-1.1° du Code de la
Commande Publique*

Date limite de réception des offres : le 16/01/2022

La proposition commerciale sera à adresser à Salomé PLET par mél sur
s.plet@bge-hautsdefrance.fr au plus tard le **16/01/2022**

Tout complément d'information pourra être demandé à Salomé PLET par mél sur
l'adresse ci-dessus ou par téléphone au 03 28 36 55 43

ARTICLE 1 – Le pouvoir Adjudicateur

BGE Hauts de France

4 rue des buisses

59000 LILLE

03 28 52 56 50

Personne à contacter : Salomé PLET

ARTICLE 2 – Objet

La présente consultation a pour objet de trouver de nouveaux prestataires traiteurs pour répondre aux besoins de BGE Hauts de France pour l'année 2022 / 2023.

Description du Marché :

Le marché se compose de 2 demandes distinctes.

Demande N°1 : La demande a pour objet une livraison de repas type "repas d'affaires" (comprenant boisson eau plate ou gazeuse, entrée, plat, fromage OU dessert) pour un nombre de plateaux – repas allant de 2 à 25 personnes dont la réservation pourra se réaliser 24H à l'avance au plus tard. Le prix déterminé est environ de 20 euros par repas.

Demande N°2 : Une prestation cocktail avec boissons (alcool & softs) comprenant 9 mignardises salées et 2 sucrées, dressage, 3H de service sur une base de 150 personnes. Les propositions devront comprendre une déclinaison végétarienne.

Les prestations se feront dans les départements du Nord et du Pas-de-Calais.

ARTICLE 3 – Nature de la consultation

Il s'agit d'un marché passé en procédure adaptée régie par les articles, R2123-1 à R2123-8 du code de la commande publique.

ARTICLE 4 – Pièces contractuelles

Le présent marché est constitué des pièces contractuelles énumérées ci-après :

- Le présent Règlement de Consultation (RC),
- le Bordereau de Prix Unitaires (BPU),

- le Cahier des Clauses Particulières (CCP),
- l'Acte d'Engagement de l'accord-cadre (AE)

ARTICLE 5 – Forme de l'accord cadre

Plusieurs attributaires peuvent être définis par demande selon le secteur de livraison géographique couvert. Il est possible de ne répondre qu'à une demande ou à plusieurs demandes. Chaque demande sera étudiée séparément. Il est entendu que les prix unitaires des commandes peuvent être modulés en fonction des quantités commandées sans remettre en cause le présent marché. S'il existe une indemnité kilométrique, elle sera à renseigner dans le 2eme volet du BPU.

ARTICLE 6 – Durée de l'accord cadre

L'accord-cadre est conclu pour une durée de deux ans à compter de la date de désignation des titulaires qui aura lieu au plus tard le **31 janvier 2022**.

La mission des titulaires démarre à la notification du Marché.

ARTICLE 7 – Montant de l'accord cadre

Le présent marché est composé de 2 demandes.

Le pouvoir adjudicateur a décidé de lancer la consultation en demandes séparées, conformément à l'article L. 2113-10 du code de la commande publique.

L'accord-cadre est conclu sans minimum ; il est conclu avec un montant maximum de 10000€ HT pour la durée maximale de l'accord-cadre.

Ces chiffres ne sont qu'une indication, en aucun cas ils n'engagent BGE Hauts de France sur un volume.

A titre d'information, les quantités estimées sont basées sur la commande de 2021.

ARTICLE 7 – Variantes

Des propositions seront appréciées si elles répondent à une démarche éco responsable, dans le choix des produits (locaux, bio, de saison...), du packaging ou via le mode de livraison.

ARTICLE 8 – Modification du dossier de consultation

Les candidats ne sont pas autorisés à apporter des modifications au dossier de consultation.

BGE Hauts de France se réserve le droit d'apporter, au plus tard, huit jours avant la date fixée pour la remise des offres, des modifications au dossier de consultation.

Les candidats doivent alors répondre sur la base du dossier modifié.

ARTICLE 9 – Dossier remis au candidat

9.1. Publicité

L'avis de marché relatif au présent accord-cadre est publié sur le site internet de BGE Hauts-de-France : <https://www.bge-hautsdefrance.fr/>

9.2. Retrait du dossier

Le retrait du dossier de consultation s'effectue gratuitement par voie dématérialisée via le site suivant : <https://www.bge-hautsdefrance.fr/>

ARTICLE 10 – Conditions de présentation des offres

10.1 Transmission électronique

Le candidat transmet son offre selon les modalités décrites ci-dessous.

L'offre sera transmise uniquement par courrier électronique à l'adresse suivante :

s.plet@bge-hautsdefrance.fr (avec accusé réception) Cette offre contiendra les justifications à produire par le candidat conformément au présent règlement. L'objet du mél comportera les mentions suivantes :

« Dossier consultation – Traiteur »

Sté :XXXX"

En tout état de cause, l'offre doit impérativement parvenir à BGE Hauts de France :

Au plus tard le 16/01/2022

TOUT DOSSIER INCOMPLET OU NON PRESENTÉ CONFORMEMENT AUX DISPOSITIONS CI-DESSUS POURRA ETRE REJETE.

10.1.2 Format des fichiers transmis

Les formats de documents acceptés sont les suivants : compatibles traitements de textes courants (.doc ; .rtf ; .docx notamment), tableurs (.xls notamment), diaporamas (.ppt notamment) ou dans un autre format préservant la présentation de telle sorte qu'ils puissent être lus par des logiciels libres de droits ou les logiciels très grand public type Microsoft Office.

Les documents à transmettre sont compressés au sein d'un fichier au format compatible ZIP, à l'exclusion de tout autre format de compression.

10.2. Date limite de réception des offres

La date limite de réception des offres est fixée au 16/01/2022

10.3. Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 3 mois à compter de la date limite de remise des offres indiquée à l'article 10.2 du présent règlement de consultation.

10.4. Pièces à produire

Le candidat doit produire impérativement tous les renseignements et documents mentionnés ci-dessous ainsi que les pièces contractuelles listées précédemment. Le dossier est entièrement rédigé en langue française. Les prix sont exprimés en euros.

Les pièces de l'offre attendues sont :

- Un devis détaillé des prestations demandées
- Un descriptif des capacités techniques (CV, références, ...)
- Une présentation libre de l'entreprise (valeurs, ambitions RSE, livraison possible dans quel secteur...)

Conformément à l'article R.2144-7 du Code de la Commande Publique, si un candidat ou un soumissionnaire se trouve dans un cas d'exclusion, ne satisfait pas aux conditions de participation fixées par l'acheteur, produit, à l'appui de sa candidature, de faux renseignements ou documents, ou ne peut produire dans le délai imparti les documents justificatifs, les moyens de preuve, les compléments ou explications requis par l'acheteur, sa candidature est déclarée irrecevable et le candidat est éliminé.

ARTICLE 11 – Modalités et critères de sélection des candidatures et des offres

11.1. Jugement des candidatures

Le candidat doit être en capacité de soumissionner. Il déclare sur l'honneur ne pas entrer dans l'un des cas d'exclusion prévus aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5 et aux articles L. 2141-7 à L. 2141-10 du Code de la Commande Publique.

L'exécution de l'accord-cadre ne peut être confiée qu'à des candidats ayant les capacités techniques, professionnelles, économiques et financières nécessaires. BGE Hauts de France apprécie souverainement ces capacités.

11.2 Jugement des offres techniques et financières

BGE Hauts de France choisit librement l'offre qu'il juge comme étant économiquement la plus avantageuse, en se fondant sur les critères de sélection pondérés et définis ci-après :

Critères de jugement des offres :

- Critère du prix (HT)= **60 % Prix**, par référence au devis quantitatif estimatif (DQE) établi sur la base du bordereau de prix unitaires
- Critères techniques = **40 %** qui se répartissent comme suit : 40 points pour le respect des critères techniques (qualités gustatives et présentation des produits) 30 points pour le critère sur le délai de livraison et d'exécution, couverture géographique, 30 points sur le critère de performances en matière de protection de l'environnement et insertion professionnelle.

Formule concernant le critère de prix = (moins disant / offre du candidat) x 60

Formule concernant les critères techniques = La somme des notes x 0.40

L'offre ayant la meilleure note sur un total global (Total critère de Prix + Total critères techniques) sur 100 % sera considérée comme l'offre économiquement la plus avantageuse.

BGE HAUTS DE FRANCE se réserve le droit de moduler les notes des différents critères vus précédemment selon les besoins nécessaires.

ARTICLE 12 – Documents à remettre par le titulaire

La vérification de l'absence des motifs d'exclusion de la procédure de passation s'effectue au plus tard au stade de l'attribution de l'accord-cadre. A ce titre, BGE se réserve le droit de demander au candidat auquel il est envisagé d'attribuer l'accord-cadre de fournir l'ensemble des documents listés ci-dessous dans **un délai 11 jours (hors samedis, dimanches et jours fériés)** à compter de la date de demande de BGE Hauts de France :

1- les certificats délivrés par les administrations et organismes compétents, attestant que le candidat a souscrit les déclarations lui incombant en matière fiscale et sociale et qu'il a acquitté les impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales exigibles dont la liste est fixée par voie réglementaire. L'arrêté du 25 mai 2016 fixe la liste des impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales devant donner lieu à délivrance d'un certificat ainsi que la liste des administrations et organismes compétents.

Il est rappelé que les obligations prévues aux articles L. 5212-1 et suivants du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés sont des obligations fiscales et sociales.

2- un extrait du registre pertinent, tel qu'un K bis, datant de moins de 3 mois.

3- une attestation d'assurance en responsabilité civile professionnelle en cours de validité.

Le défaut de présentation de ces documents par le candidat retenu, dans le délai imparti, entraîne le rejet de son offre. Le candidat dont l'offre a été classée immédiatement après la sienne est alors sollicité pour produire à son tour les pièces nécessaires. Le cas échéant, cette procédure est renouvelée jusqu'à épuisement des offres classées.

ARTICLE 13 – Renseignements complémentaires

Les candidats utiliseront l'adresse e-mail : **s.plet@bge-hautsdefrance.fr** pour demander des renseignements complémentaires.

Ces renseignements complémentaires peuvent être demandés **jusqu'au 7/01/2022**. Passé cette date BGE Hauts de France ne prendra plus en compte aucune demande.

Les réponses aux renseignements complémentaires demandés en temps utile seront transmises dans les meilleurs délais.

ARTICLE 14 – Informations diverses

BGE Hauts de France se réserve le droit de ne pas donner suite à la mise en concurrence marché.

BGE Hauts de France choisit librement l'offre qu'il juge économiquement la plus avantageuse au regard des critères décrits à l'article 11.2 du présent règlement.

L'accord-cadre n'est attribué au candidat retenu que s'il fournit, dans le délai imparti par BGE Hauts de France les documents mentionnés à l'article 12.

L'appel d'offres peut être déclaré infructueux s'il n'est pas répondu de façon satisfaisante aux critères visés à l'article 11.2 du présent document.

La réponse à ce marché public vaut acceptation sans réserve du présent règlement de consultation et des documents auxquels il renvoie ainsi que des éléments constitutifs du dossier de consultation.